

Respectons les 74 millions d'électeurs de Trump, ils ne sont pas "pitoyables"

Publié le 15/01/2021 - 06:15

Des supporters de Donald Trump, le 7 novembre 2020 à Phoenix (Arizona). **Photo AFP/Courtney Pedroza/Getty Images**

Donald Trump est fini, mais son sort n'est plus une priorité, observe ce chroniqueur conservateur du *Wall Street Journal*. Si Biden veut guérir l'Amérique, il va devoir apaiser les partisans de son adversaire, qui ont le sentiment que le mépris et la haine dont leur candidat est l'objet les visent eux aussi.

Si Donald Trump avait envisagé un avenir politique, c'est bel et bien terminé. Il a largement contribué à l'hypothéquer lui-même [lors de la campagne pour les sénatoriales en Géorgie](#), en faisant passer sa petite personne devant l'intérêt d'une majorité républicaine au Sénat. Ce qui a achevé de lui boucher toute perspective, c'est [la foule de ses partisans qui, mercredi \[6 janvier\], ont envahi le Capitole](#) et, ce faisant, fait plus de tort à leur favori qu'aucun de ses ennemis n'y était jamais parvenu.

Washington se perd en conjectures sur le niveau d'humiliation qui sera infligé au président sortant. Après le lancement [et le vote] d'une deuxième procédure de destitution contre lui, on évoque même un procès devant le Sénat après la fin de son mandat.

À lire aussi [Flou. Trump en procès au Sénat ? Le second impeachment, un saut vers l'inconnu](#)

Mais pour qui est attaché à l'unité et à la guérison, le sort de Donald Trump n'est plus une priorité. Il y a plus grave : ce qui va advenir de cette moitié de l'Amérique qui l'a soutenu. Beaucoup sont tentés de mettre dans le même sac les 74 millions d'Américains qui ont voté Trump et [les auteurs de l'attaque du Capitole](#), et de les considérer désormais tous inaptes à la vie civique.

Voyous et Américains ordinaires

Il y avait là des voyous, c'est indéniable. Mais laissez-moi vous parler un peu de ces manifestants que je connais personnellement. Tous sont, sans exception, des Américains ordinaires et des individus honnêtes, qui n'ont pas participé à l'invasion du Capitole et jamais n'oseraient désobéir à un officier de police.

Certains parmi eux, mais pas tous, jugent que l'élection a été volée. Ils se trompent, mais cela ne fait pas d'eux des [suprémacistes blancs](#), des terroristes de l'intérieur, des extrémistes religieux – ils ne méritent aucun des noms d'oiseaux lancés depuis une semaine. Ceux que je connais personnellement sont aujourd'hui terrifiés à l'idée d'être identifiés sur les réseaux (par des gauchistes vengeurs qui diffuseraient leurs informations personnelles), voire licenciés si jamais leur participation à la manifestation à Washington venait à se savoir.

À lire aussi [États-Unis. L'assaut du Capitole : chronique d'une insurrection annoncée](#)

Certains ne voient aucun problème à ce que les personnes ayant enfreint la loi [le 6 janvier] soient arrêtées et poursuivies en justice. Selon un sondage Reuters/Ipsos, seuls 9 % des Américains considèrent les émeutiers comme des "citoyens inquiets" et 5 % les tiennent pour des "patriotes". Il y a dans les 90 % restants des millions d'électeurs de Trump.

Certes, parmi ces millions de personnes ayant choisi le bulletin Trump, certains, nombreux peut-être, croient à des [théories du complot](#) et ne font pas confiance à leur gouvernement.

Mais comment cela s'explique-t-il ? Cela aurait-il à voir avec le fait qu'ils entendent de grands médias déclarer fièrement qu'ils ne feront pas même l'effort d'être impartiaux dans leur couverture de Trump et ensuite alimenter, eux aussi, une théorie complotiste, [selon laquelle le président serait un agent à la solde des Russes](#) ? Faut-il s'étonner que les gens aillent puiser [dans d'autres sources d'information, douteuses pour certaines](#) ?

Trump n'a aucun talent pour apaiser les passions

Faut-il s'étonner que la méfiance envers l'État ait augmenté, quand les Américains ont découvert que de hauts responsables du FBI et du ministère de la Justice ont abusé de leurs pouvoirs de police pour interférer dans le résultat d'une élection puis saper la légitimité d'un président élu ? [Selon un autre article du *Wall Street Journal*, un rapport du Sénat américain détaillant la vulnérabilité de la campagne Trump 2016 à l'espionnage russe a également trouvé des failles dans l'enquête menée par le FBI.]

Donald Trump n'a aucun talent pour apaiser les passions, d'ailleurs aujourd'hui en plein emballement, et dans tous les cas il sera incessamment hors jeu. Mais si Joe Biden entend être, comme il l'a dit, le président de tous les Américains, qu'ils aient ou non voté pour lui, il a du pain sur la planche. Il [aurait été] bien avisé, pour commencer, de demander aux démocrates d'annuler la procédure d'impeachment qui ne fera que jeter du sel sur la plaie, et de faire comprendre aux républicains anti-Trump que, par leur volonté de mettre sur liste noire quiconque a exercé des fonctions au sein de l'administration Trump, ils ne feront qu'accentuer la rancœur et la division.

Pourquoi serait-ce à Joe Biden d'aller apaiser des partisans de Trump désenchantés ? pourrait-on demander. C'est que Biden sera [le 20 janvier] le chef de cette nation, et que c'est une promesse qu'il a déjà faite. [Dans son discours de victoire](#), il a dit qu'il était temps de "*cesser de traiter nos adversaires en ennemis*". Il a tout à fait raison – mais il faut de l'autorité pour que ces mots se concrétisent pour ces millions d'électeurs de Trump qui ont le sentiment, non sans raison, que la haine et le mépris dont leur candidat est l'objet les visent eux aussi.

“L'État les a laissés tomber, l'économie les a laissés tomber”

[Hillary Clinton](#) n'avait pas dit autre chose lorsqu'elle avait, fort malheureusement, qualifié ces Américains de "*pitoyables*". Ironie de l'histoire, dans ses propos, l'ancienne candidate démocrate ne rangeait dans sa "*bande de pitoyables*" que la moitié des partisans de Donald Trump.

L'autre moitié, avait-elle estimé, est faite de "*gens qui ont le sentiment que l'État les a laissés tomber, que l'économie les a laissés tomber, que plus personne ne s'intéresse à eux, que plus personne ne se préoccupe de leur quotidien, ni de leur avenir.*" Et d'ajouter :

Ces gens-là sont des gens que nous devons comprendre, dans leur raisonnement et dans leur ressenti."

Hillary Clinton était prête à penser qu'au moins la moitié des supporters de Trump méritaient compréhension et empathie. Aujourd'hui, cela ferait d'elle une modérée.

William McGurn

The Economist

États-Unis.

Joe Biden pourra-t-il réparer le carnage de Trump ?

Publié le 14/01/2021 - 05:57

Joe Biden, le nouveau président démocrate qui sera investi dans ses fonctions le 20 janvier prochain, n'aura pas la partie facile pour gouverner et réconcilier le pays. Une analyse publiée dans *The Economist*.

Il y a quatre ans, Donald Trump se tenait devant le Capitole pour être investi et promettait de mettre fin au “carnage américain”. Son mandat se termine sur [les images d'un président en exercice incitant la foule à marcher sur le Congrès – puis la félicitant après qu'elle a eu recours à la violence](#).

Coup terrible porté à la démocratie

À n'en pas douter, Trump est l'auteur de ce coup terrible porté à la démocratie américaine. Ses mensonges ont attisé le ressentiment, son mépris de la Constitution a dirigé cette rancœur vers le Congrès, sa démagogie a allumé la mèche. Ces émeutiers qu'on voit prendre d'assaut le Capitole sont emblématiques de la présidence antiaméricaine de Trump.

La violence contre le Capitole se voulait une démonstration de force. En fait, elle masquait deux défaites. Au moment où les partisans de Trump faisaient irruption dans le bâtiment, le Congrès certifiait les résultats de la défaite incontestable du président Donald Trump en novembre. Et tandis que la foule brisait des vitres, les démocrates fêtaient deux victoires électorales inattendues en Géorgie, grâce auxquelles ils ont obtenu le contrôle du Sénat.

Les doléances des émeutiers vont être relayées par le Parti républicain, désormais dans l'opposition. Et cela aura des répercussions sur la présidence de Joe Biden, qui débute le 20 janvier.

Fiasco républicain

Le fiasco des républicains sous Trump paraît évident. Ce parti qui, en 2016, avait conquis la Maison-Blanche et conservé la majorité au Congrès se retrouve à tout perdre quatre ans plus tard. La dernière fois que les républicains ont essuyé un tel revers, c'était en 1892.

Normalement, en pareil cas, un parti tire les leçons de ses échecs et revient en force. C'est ce qu'ont fait les républicains après la défaite de Barry Goldwater en 1964 et les démocrates après celle de Walter Mondale en 1984.

Cette fois, le Parti républicain va avoir plus de mal à se renouveler. Malgré la défaite, la cote de popularité de Trump au sein de son camp avoisine les 90 % – ce qui est nettement supérieur aux 65 % de George W. Bush dans le dernier mois de sa présidence. Trump a exploité cette popularité pour créer le mythe de sa victoire à l'élection présidentielle. D'après une récente enquête YouGov pour *The Economist*, 64 % des électeurs républicains estiment que la victoire de Biden devrait être annulée par le Congrès.

Manoeuvre antidémocratique

On estime qu'environ 70 % des républicains de la Chambre des représentants et un quart de ceux du Sénat ont participé à la conspiration de Trump en s'engageant à demander une telle annulation. Certains ont même honteusement persisté après l'assaut contre le Capitole. Cette manœuvre antidémocratique n'a pas de précédent dans l'histoire récente (et n'avait aucune chance de succès). Mais elle est aussi le signe de la mainmise pernicieuse de Trump.

Si quelque chose de bon doit sortir de cette insurrection, c'est que le Trump hurlant à la fraude a perdu une part de sa légitimité. La vision d'un partisan de Trump affalé dans le fauteuil de la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, devrait horrifier les électeurs républicains, pour qui leur parti est celui de l'ordre et de la Constitution. Avoir entendu Trump inciter ses partisans à marcher sur le Capitole devrait convaincre une partie de l'Amérique moyenne de se détourner de lui pour de bon.

Pour Biden, reste à savoir si les républicains du Sénat qui commencent à lâcher Trump partagent ces conclusions. En effet, avec [les victoires en Géorgie des démocrates Jon Ossoff et Raphael Warnock, premier noir du Sud à obtenir un siège au Sénat](#), le gouvernement de Washington va enfin être moins en butte à l'obstruction parlementaire et aux agissements de Trump.

Majorité au Sénat

Le Sénat est maintenant partagé à égalité entre démocrates et républicains, et va basculer dans le camp démocrate avec la voix de la vice-présidente, Kamala Harris : on ne saurait imaginer une majorité plus étroite. Dès lors, Biden ne pourra pas faire de miracles et mener toutes les grandes réformes souhaitées par de nombreux démocrates, mais cela fera tout de même la différence.

Par exemple, le nouveau président pourra faire avaliser ses choix pour la nomination des juges et des membres de son gouvernement. La maîtrise de l'ordre du jour législatif passera des mains des républicains à celles des démocrates. Mitch McConnell, le président républicain du Sénat sortant, qui s'est exprimé avec force contre le vandalisme institutionnel de Trump, était passé maître dans l'art de bloquer des votes qui auraient pu diviser son camp. Cela a créé une impasse à Washington.

Les démocrates pourraient aussi faire passer certaines mesures au Sénat via la procédure de conciliation, qui permet aux projets de loi budgétaires d'être adoptés par une majorité d'une voix ou plus, et non par les 60 voix nécessaires pour éviter l'obstruction.

Là où les républicains interviennent, c'est dans l'appoint de voix qu'ils peuvent apporter aux démocrates. Plus ils ont le sentiment que les Américains moyens ont été horrifiés par l'émeute, plus il y a de chances que certains d'entre eux refusent de céder au nihilisme consistant à tout bloquer par principe. Plus leur camp sera en guerre avec lui-même, moins ils hésiteront à apporter leur pierre pour rétablir la foi dans la république.

Trump, perdant monumental

Pour les républicains, il est plus clair que jamais qu'ils ont fait un marché de dupes avec Trump. Les résultats de novembre laissent à penser qu'un parti réformé pourrait remporter de nouveau un scrutin national. Les électeurs américains restent méfiants vis-à-vis du "trop d'État" et n'ont accordé à aucun des partis plus de deux mandats de suite à la Maison-Blanche depuis 1992.

Mais pour renouer avec le succès, et surtout, plus important encore, pour renforcer la démocratie américaine au lieu de la menacer, les républicains doivent se débarrasser de Trump. Car non content d'être un perdant monumental, il s'est montré prêt à inciter au carnage dans le Capitole

Le Monde

La Corée du Nord envoie un message à Joe Biden quelques jours avant son investiture
Le changement de présidence américaine représente un défi pour la Corée du Nord, et Kim Jong-un a appelé à un renforcement des capacités militaires nord-coréennes.

Le Monde avec AFP et Reuters

Publié aujourd'hui à 09h21, mis à jour à 09h47

A quelques jours de l'investiture du président américain Joe Biden, la Corée du Nord lui a envoyé un message, jeudi 14 janvier. Le changement de présidence américaine représente un défi pour la Corée du Nord, alors que Joe Biden, qui a qualifié Kim Jong-un de « *voyou* » lors des débats présidentiels, est associé à l'approche de « *patience stratégique* » de l'administration Obama.

A l'occasion d'une immense parade militaire qui ponctuait le congrès du Parti des travailleurs, au pouvoir, au cours duquel le leader Kim Jong-un a décrit les Etats-Unis comme « *le principal ennemi* » de son pays,

Pyongyang a fait défiler un nouveau missile balistique pouvant être lancé depuis un sous-marin (SLBM). Le congrès du Parti des travailleurs, qui a duré huit jours, était le premier depuis 2016. Il a servi de plate-forme au régime nord-coréen pour définir ses grandes lignes politiques pour les cinq prochaines années.

Des photos montrent au moins quatre missiles, dotés d'ogives noir et blanc, défilant au milieu de la foule, qui agite des drapeaux. « *Les missiles balistiques lancés par un sous-marin, l'arme la plus puissante du monde, sont entrés sur la place l'un après l'autre, démontrant la puissance des forces armées révolutionnaires* », a commenté l'agence officielle nord-coréenne KCNA.

Renforcement des capacités militaires nord-coréennes

Kim Jong-un a déclaré que le Nord avait achevé les plans d'un sous-marin nucléaire. - / AFP

Lors du congrès, Kim Jong-un a déclaré que le Nord avait achevé les plans d'un sous-marin nucléaire, mais un tel bâtiment ne sera probablement pas fonctionnel avant des années. Il a appelé à un renforcement des capacités militaires nord-coréennes, selon des propos rapportés par KCNA.

La parade a aussi présenté des fusées ayant « *une capacité de frappe puissante pour anéantir totalement les ennemis de manière préventive en dehors du territoire* », a précisé l'agence KCNA. Ce type d'expression sous-entend que les armes ont une portée qui s'étend au-delà de la péninsule coréenne, et pourraient au moins atteindre le Japon.

Contrairement à ce qui avait eu lieu lors du défilé de l'automne 2020, aucun missile balistique intercontinental (ICBM) n'a été présenté jeudi. Ce type de missile, qui peut être équipé d'une tête nucléaire, serait capable d'atteindre les Etats-Unis. Ces derniers comptent 28 500 soldats en Corée du Sud pour la défendre contre son voisin, et ont également une présence militaire significative au Japon.

Après avoir échangé insultes et menaces de guerre nucléaire, Kim Jong-un et le président américain Donald Trump ont opéré un extraordinaire rapprochement, marqué par des rencontres aussi historiques que symboliques.

Mais aucun progrès n'a été réalisé concernant l'épineux dossier des programmes nucléaire et balistique de Pyongyang. Et les négociations sont au point mort depuis l'échec retentissant du deuxième sommet entre les deux hommes, à la fin de février 2019 à Hanoï.

LIBERATION

Tribune

Washington : un coup d'Etat populiste

Par [Matthieu Trouvé, maître de conférences en histoire contemporaine à Sciences Po Bordeaux, spécialiste d'histoire politique et d'histoire des relations internationales](#) — 8 janvier 2021 à 11:31

Si l'assaut du Capitole était voué à l'échec, il remet au goût du jour le thème du coup d'Etat sur fond de populisme, désormais devenu une caractéristique essentielle de la vie politique dans nos démocraties contemporaines.

Tribune. Nous avons assisté mercredi à Washington à la première tentative de coup d'Etat populiste de l'histoire, du moins de l'histoire des Etats-Unis. Quand un leader politique, en l'occurrence le président des Etats-Unis d'Amérique, appelle plus ou moins ouvertement ses partisans à s'opposer à un vote démocratique, quand ce même leader dénonce une manipulation des élites politiques destinée à le chasser du pouvoir, quand

ses militants contestent par la force et la violence un processus démocratique en cours, quand des émeutiers envahissent un Congrès de députés et sénateurs démocratiquement élus, il n'y a pas d'autre façon de qualifier les événements survenus à Washington mercredi.

La stratégie de Donald Trump pour se maintenir à la Maison Blanche s'est décomposée en trois étapes. La première, avant même l'élection présidentielle : confronté à des sondages défavorables, Trump dénonçait dès le mois d'octobre les risques de fraudes électorales et appelait ses partisans à être vigilants, jetant ainsi le doute sur le futur verdict des urnes et l'opprobre sur ses adversaires à l'origine d'un soi-disant complot pour l'écarter du pouvoir, lui le vrai représentant du peuple. Avant même le vote démocratique, le président populiste américain jouait ainsi sur les peurs des électeurs et annonçait la conspiration à venir.

Au lendemain du scrutin, le désormais futur ex-président américain [refusait de reconnaître les résultats](#) et demandait que tous les votes soient pris en compte – sous-entendant que la manipulation était en cours –, puis multipliait les démarches judiciaires pour sinon empêcher, du moins freiner la validation de l'élection de Joe Biden au Congrès. La troisième étape est donc celle du recours au pouvoir de la rue et à la déstabilisation politique par la force pour tenter d'inverser l'issue du vote... avant que Donald Trump en appelle finalement au calme tout en répétant que l'élection lui a été volée.

De la fragilité des systèmes démocratiques

Le représentant républicain Mike Gallagher décrivait les événements survenus au Capitole mercredi comme relevant d'une «*république bananière*». La comparaison peut en effet paraître séduisante. De nombreux leaders populistes, notamment en Amérique latine, ont tenté d'influencer le cours de la démocratie et de se maintenir au pouvoir coûte que coûte en faisant appel au peuple, à la «*peuplecratie*» (Marc Lazar) contre les élites dans une veine populiste. «18 Brumaire», putsch de Munich, 11 septembre 1973 au Chili, «23-F» en Espagne : au cours de l'histoire contemporaine, les coups d'Etat n'ont pas manqué, illustrant la fragilité de nos systèmes démocratiques, l'influence de courants politiques extrémistes, les *pronunciamientos* militaires et un prétorianisme accru. La tentative de la centaine de personnes fanatisées et galvanisées par les discours de Trump pour prendre d'assaut le Capitole était assurément vouée à l'échec. Elle peut néanmoins être vue comme la manifestation d'un nouveau type de coup d'Etat : le coup d'État populiste.

Rejet du verdict des urnes et de la classe politique traditionnelle, dénonciation des irrégularités du scrutin et d'un complot des médias et des élites, appel à l'insurrection du «vrai peuple» américain contre les élus, discours alimentant la confusion politique et les théories du complot sont autant de signes d'un populisme qui est désormais devenu [une caractéristique essentielle de la vie politique dans nos démocraties contemporaines](#), certes bien imparfaites, confirmant ainsi l'idée que nous sommes entrés dans «*le siècle du populisme*», pour reprendre l'expression de Pierre Rosanvallon.

Dans un éditorial de la revue *Parlement[s]* en 2009, Jean Garrigues écrivait : «*Dans nos démocraties tempérées, le coup d'Etat est presque passé de mode.*» Douze ans plus tard, on mesure bien l'importance de l'adverbe «*presque*». Les événements de mercredi à Washington remettent au goût du jour le thème du coup d'Etat dans l'une des plus grandes démocraties, offrant ainsi au monde une image déplorable.

Mais il ne faut pas voir cet événement uniquement comme le produit des tares de la démocratie américaine. Le populisme n'est pas l'apanage des Etats-Unis, tant s'en faut. Il se présente sous des formes extrêmement variées. S'il a pris hier le visage de la contestation du suffrage démocratique, il peut aussi prendre celui de la haine et de la violence politique. Les démocraties européennes ont tout intérêt à tirer les enseignements de cette tentative de coup d'Etat populiste.

[Matthieu Trouvé maître de conférences en histoire contemporaine à Sciences Po Bordeaux, spécialiste d'histoire politique et d'histoire des relations internationales](#)

Une nouvelle procédure de destitution fait entrer Donald Trump dans l'histoire

Jamais un président américain n'avait fait face à deux impeachments. Un an après l'affaire ukrainienne, la Chambre des représentants a voté en faveur d'une nouvelle procédure de destitution à 232 voix contre 197. Dix républicains ont rejoint les démocrates. Donald Trump est accusé d'avoir encouragé les débordements du 6 janvier quand des centaines de ses partisans ont envahi le Capitole à Washington.

Deux mots ont fait la une de la plupart des sites américains d'information mercredi soir : *“Impeached again”*, “à nouveau mis en accusation”. La Chambre des représentants a voté à 232 voix contre 197 en faveur de l'impeachment de Donald Trump pour avoir encouragé l'assaut sur le Capitole le 6 janvier dernier.

Un an après avoir été accusé d'avoir fait pression sur le président ukrainien en échange d'informations sur Joe Biden, il est au centre d'une procédure de destitution pour la seconde fois de son mandat. Du jamais vu dans l'histoire présidentielle. Mais *“il n'y a aucun doute”* qu'il le *“méritait”*, juge un éditorial du **Washington Post**.

“Il ne lui reste qu'une semaine à la Maison-Blanche, mais les partisans de l'impeachment disent que Trump est trop dangereux pour rester en poste une minute de plus”, note **Fox News**. *“Il représente un danger clair et immédiat pour la nation que nous aimons tous [...] Il doit partir”*, a déclaré Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre contrôlée par les démocrates.

Pour le **Los Angeles Times**, *“il s'agit d'un moment clé qui va sans doute éclipser tous les accomplissements de la présidence Trump tels que les baisses d'impôt, la dérégulation des affaires et la nomination de juges fédéraux”*.

Et contrairement au premier impeachment de décembre 2019, quand aucun républicain n'avait voté pour sa destitution, l'affaire n'a pas été cette fois purement partisane, [remarque Vox](#). Dix membres républicains de la Chambre ont choisi d'accuser le président. Notamment Liz Cheney, fille du vice-président de George W. Bush et élue du Wisconsin.

Après l'avoir soutenu pendant quatre ans, certains ont changé de position considérant que sa responsabilité dans la montée des tensions de mercredi dernier *“était trop grave pour être ignorée”*, explique Vox. *“Les défections au sein d'un parti qui est resté résolument loyal à Trump sont notables et pourraient signifier une fracture plus profonde”* au sein du Grand Old Party, ajoute le site.

Mais, [préviend le Huffington Post](#), *“l'emprise de Trump sur le GOP est toujours forte”* et s'en défaire sera *“une bataille longue et ardue”* pour les républicains. *“Il reste le cœur de leur parti, mais avec un astérisque à côté de son nom rappelant ses deux impeachments”*, indique le Post.

Le **New York Post** raconte par exemple que le Freedom Caucus, groupe d'élus conservateurs, réclame la démission de Liz Cheney de la conférence des républicains de la Chambre parce que *“sa position personnelle ne reflète pas celle de la conférence”*.

Un effet sur le début du mandat de Biden

Par ailleurs, Mitch McConnell, le leader des républicains au Sénat, a déjà annoncé que le temps manquait pour organiser le procès en destitution de M. Trump avant l'investiture de Joe Biden. Il n'écarte toutefois pas l'idée de juger le président coupable, précise **The Hill**. Il faudra la majorité des deux tiers pour condamner le locataire de la Maison-Blanche. Trois sénateurs républicains (Ben Sasse, Pat Toomey et Lisa Murkowski) ont publiquement critiqué le président, sans pour autant se dire prêts à voter en faveur de sa destitution.

Andrew Johnson et Bill Clinton, les deux autres présidents soumis à une procédure de destitution, étaient encore au pouvoir. *“Il n'y a pas de précédent”* pour un procès après la fin du mandat d'un président, souligne le

New York Times. Et même s'il était condamné, Donald Trump pourrait se présenter en 2024, une hypothèse qu'il a évoquée. À moins qu'un autre vote à la majorité simple du Sénat l'en empêche.

“J'espère que le Sénat trouvera une façon de gérer ses responsabilités constitutionnelles concernant le procès en destitution, tout en conduisant les affaires urgentes de la nation”, a commenté Joe Biden dans un communiqué. Car un procès qui s'éterniserait *“éclipserait les premiers jours du président élu, ralentissant la confirmation des membres de son cabinet”*, constate le *Washington Post*. *“La nation sera mieux servie par un procès rapide conclu par le verdict de culpabilité que M. Trump mérite”*, conclut le quotidien.

Cette journée a eu lieu dans un cadre bizarre avec une ambiance *“tendue”*, décrit **Politico**. Des membres de la garde nationale patrouillaient dans les couloirs d'un Capitole *“étrangement silencieux”*. Les autorités craignent des débordements lors de la cérémonie d'investiture de mercredi prochain.

Quant à M. Trump, il a condamné dans une vidéo toute violence, affirmant qu' *“aucun de [s]es vrais sympathisants ne menacerait ou ne harcèlerait [s]es compatriotes américains”*. Il n'a pas fait allusion à l'impeachment, [observe CNN](#).